



REPUBLIQUE DU BENIN

Fraternité – Justice – Travail

MINISTERE DE L'ENERGIE



BANQUE MONDIALE

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES
ENERGETIQUES (DGRE)

-----O-----

PROJET D'AMELIORATION DES SERVICES ENERGETIQUES (PASE)

ADRESSE DU PROJET :

AKPAKPA ZONE INDUSTRIELLE
06 BP 2049 COTONOU TEL 21 37 73 85

RAPPORT D'AUDIT DES COMPTES

RAPPORT DEFINITIF

PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019

CABINET SYNEX CONSULTING SARL
02 BP 8063 Cotonou(BENIN), Tél 00229 21 30 45 44/66 26 67 75,
Email : csynex@yahoo.fr



Mars 2020

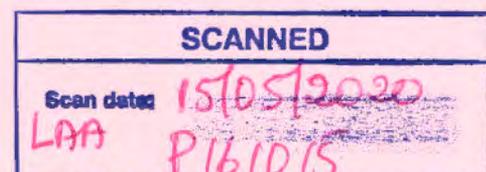


TABLE DES MATIERES

LETTRE INTRODUCTIVE	4
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES ETATS FINANCIERS.....	5
RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES ETATS FINANCIERS CLOS AU 31/12/2019...6	6
ATTESTATION SPECIALE SUR LE COMPTE DESIGNE, LE COMPTE DES OPERATIONS ET LES ETATS CERTIFIES DE DEPENSES AU 31/12/2019.....	8
ATTESTATION SPECIALE SUR LE COMPTE DESIGNE ET LE COMPTE D'OPERATIONS DU PROJET	9
ATTESTATION SPECIALE SUR LES ETATS CERTIFIES DE DEPENSES	17
1. PRESENTATION DU PROJET D'AMELIORATION DES SERVICES ENERGETIQUES (PASE) .	19
1.1. Objectif global :	19
1.2. Objectif spécifique.....	19
2. METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES	20
2.1. Principes comptables généraux	20
2.2. Présentation des états financiers	20
2.3. Règles et méthodes comptables spécifiques	20
2.3.1. Mobilisation des fonds.....	20
2.3.2. Base monétaire.....	20
2.3.3. Exercice comptable	21
2.3.4. Charges	21
2.3.5. Dépenses d'investissement.....	21
2.3.6. Subventions.....	21
2.3.7. Impôts et taxes	21
3. EXECUTION BUDGETAIRE	22
4. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES GEREES PAR LE PASE AU TITRE DU CREDIT IDA 31	31
4.1. Amélioration des performances opérationnelles de la SBEE	31
4.2. Composante 2 : Renforcement et extension du réseau de distribution dans les zones ciblées	31
4.3. Composante 3 : Gestion Communautaire des combustibles ligneux	31
4.4. Composante 4 : Appui au développement at à la mise en œuvre du secteur	31
5. EMPLOIS ET RESSOURCES AU TITRE DE CREDIT IDA	32
6. BILAN AU 31 DECEMBRE 2019	33
7. COMMENTAIRES SUR LES COMPTES DE BILAN AU 31 DECEMBRE 2019.....	36
A- Notes sur le Bilan au 31 décembre 2019	36

ANNEXES :	39
- Lettre d'affirmation	39
- Relevés des comptes bancaires au 31/12/2019	39
- Termes de références de la mission d'audit	39
- La liste de présence de restitution.....	39
- Liste des immobilisations	39



CABINET SYNEX CONSULTING SARL
Cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrit sous le n°061 SE à l'OECCA-Bénin

Audits légal et contractuel
Conseils
Etudes
Evaluations
Ingénierie financière
Formations
Recrutements

LETTRE INTRODUCTIVE

A

Monsieur le Coordonnateur

PROJET D'AMELIORATION DES SERVICES ENERGETIQUES (PASE)

Monsieur le Coordonnateur,

Conformément à notre contrat de services portant sur l'audit financier et comptable des activités du **PROJET D'AMELIORATION DES SERVICES ENERGETIQUES (PASE)** (sous tutelle du Ministère de l'Energie) au titre de l'exercice 2019, nous nous sommes rendus auprès dudit Projet pour les travaux de contrôles sur les comptes présentés par l'Unité de Gestion du Projet.

Au cours de la mission, il importe de noter que diverses personnes ressources ont été rencontrées. Chacune d'elles n'a ménagé aucun effort pour mettre à la disposition de notre équipe toutes les informations utiles.

Notre mission est en accord avec les normes d'audit internationales (ISA). Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la régularité des opérations effectuées et de la sincérité des informations financières ou non qui nous ont été communiquées.

Nous tenons à préciser que nos procédures d'audit ont pour objet essentiel de nous permettre d'évaluer le système de contrôle interne du Projet et de donner une opinion sur les rapports financiers, l'état des actifs et les états de trésorerie soumis à notre appréciation.

Les résultats de nos travaux sont matérialisés par la présentation de ce rapport qui s'articule autour de deux (02) volets à savoir :

- *rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers du Projet ;*
- *rapport sur le compte spécial et les états certifiés des dépenses du Projet sur la période sous revue.*

Tout en vous souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos meilleures salutations.

Cotonou, le 23 Mars 2020



Baudouin G. Thierry DOSSOU YOVO
Associé-Gérant du cabinet SYNEX CONSULTING SARL
Expert-comptable diplômé-Commissaire aux comptes

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES
ETATS FINANCIERS**



CABINET SYNEX CONSULTING SARL
Cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrit sous le n°061 SE à l'OECCA-Bénin

Audits légal et contractuel
Conseils
Etudes
Evaluations
Ingénierie financière
Formations
Recrutements

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LES ETATS FINANCIERS CLOS AU 31/12/2019

DESTINATAIRE : M. le Coordonnateur du PASE

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers" du présent rapport. Nous sommes indépendants du Projet conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Bénin, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Responsabilités de l'Unité de Coordination pour les états financiers

L'Unité de Coordination du Projet est responsable de la préparation des états financiers conformément à la loi du pays, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion sans réserves

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE), objet du Crédit IDA N° 6105-BJ pour la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2019, qui comprennent :

- le Bilan ;
- le tableau Emplois -Ressources ;
- les notes sur les états financiers.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du PASE objet du Crédit IDA N° 6105-BJ, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31/12/2019.

Cotonou, le 23 mars 2020



Bamidélé G. Thierry DOSSOU YOVO

*Associé-Gérant du cabinet SYNEX CONSULTING SARL
Expert-comptable diplômé-Commissaire aux comptes*

**ATTESTATION SPECIALE SUR LE COMPTE
DESIGNE, LE COMPTE DES OPERATIONS ET LES
ETATS CERTIFIES DE DEPENSES AU 31/12/2019**



CABINET SYNEX CONSULTING SARL
Cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrit sous le n°061 SE à l'OECCA-Bénin

Audits légal et contractuel
Conseils
Etudes
Evaluations
Ingénierie financière
Formations
Recrutements

ATTESTATION SPECIALE SUR LE COMPTE DESIGNE ET LE COMPTE D'OPERATIONS DU PROJET

DESTINATAIRE : M. le Coordonnateur du PASE

Dans le cadre de l'audit des états financiers du Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE) pour la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2019, nous avons analysé les transactions du Compte Désigné et du Compte d'opérations qui incluent :

- les avances reçues de la Banque Mondiale ;
- les reconstitutions du Compte Désigné soutenues par les Demandes de Remboursement de Fonds ;
- les intérêts éventuellement générés sur le compte qui appartiennent au Projet ;
- les retraits relatifs aux dépenses du Projet ;
- la vérification de la conformité des soldes du Compte Désigné sur la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2019 avec les procédures de la Banque Mondiale ;
- la vérification de la conformité des soldes du Compte d'opérations sur la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2019 avec les procédures de la Banque Mondiale ;
- l'éligibilité des transactions financières couvrant la période sous revue et les soldes des fonds au 31/12/2019 en conformité avec les dispositions de l'accord de financement et de la lettre de décaissement ;
- l'adéquation du système de contrôle interne en fonction du mécanisme de décaissement ;
- l'éligibilité et l'exactitude :
 - des transactions financières durant la période sous revue ;
 - des soldes des comptes à la clôture de l'exercice sous revue ;
 - de l'utilisation du Compte Désigné et du Compte d'opérations en accord avec l'accord de financement ;
 - de l'adéquation du contrôle interne avec le mécanisme de décaissement.

Nous avons effectué notre audit conformément aux Normes Internationales d'Audit et aux directives de la Banque Mondiale en matière d'audit de Compte Désigné et du Compte d'opérations.

Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces

risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la coordination, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserves

A notre avis, l'utilisation des fonds relatifs aux Compte Désigné et Compte d'opérations du Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE) objet du Crédit IDA N° 6105-BJ pour la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2019 n'a pas couvert de dépenses inéligibles et l'état de reconciliation desdits comptes est suffisamment fiable pour justifier leur solde au 31 décembre 2019.

Cotonou, le 23 mars 2020



BamidéléG. Thierry DOSSOUYOYO
Associé-Gérant du cabinet SYNEX CONSULTING S.A.R.L.
Expert-comptable diplômé-Commissaire aux comptes

TABLEAU EMPLOIS-RESSOURCES DU PASE SUR LA PERIODE SOUS REVUE (DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2019).

La situation des Emplois et Ressources élaborée par le projet se présente comme suit:

PASE			
TABLEAU EMPLOIS - RESSOURCES			
Site :			
Exercice 2019 FCFA			
Emplois	Montants (cumul)		
	Exercice 2019	Exercice 2018	Variation
CE CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES			
AUTRES CREANCES ETAT	0,00	0,00	
AUTRES CREANCES BAILLEUR	81 567 714,00	21 193 098,00	40 374 624,00
AUTRES CREANCES DIVERS	0,00	0,00	
FOURNISSEURS, AVANCES VERSEES	0,00	0,00	
Total CE CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES	81 567 714,00	21 193 098,00	40 374 624,00
CH CHARGES D'EXPLOITATIONS			
ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	85 086 117,00	11 871 100,00	73 215 017,00
TRANSPORT	1 032 800,00	0,00	1 032 800,00
SERVICES EXTERIEURES A	107 353 065,00	11 863 250,00	95 990 115,00
SERVICES EXTERIEURS B	300 263 659,00	17 872 334,00	282 391 225,00
IMPOTS ET TAXES	24 292 263,00	0,00	24 292 263,00
CHARGES DE PERSONNEL	338 422 487,00	47 878 790,00	290 745 707,00
Total CH CHARGES D'EXPLOITATIONS	856 350 301,00	39 283 474,00	767 666 827,00
EQ EQUIPEMENTS			
LOGICIEL	0,00	0,00	
AUTRES AMENAGEMENTS DE BUREAU	0,00	0,00	
MATERIEL DE BUREAU	0,00	0,00	
MATERIEL INFORMATIQUE	0,00	0,00	
MOBLIER DE BUREAU	25 121 610,00	0,00	25 121 610,00
MATERIEL DE TRANSPORT	373 754 007,00	249 369 754,00	124 384 253,00
MATERIEL ELECTRIQUE	6 421 812 368,00	0,00	6 421 812 368,00
Total EQ EQUIPEMENTS	6 820 687 975,00	249 369 754,00	6 571 318 221,00
IM IMMOBILISATION FINANCIERES			
DEPOT DE GARANTIE DE LOYERS	0,00	0,00	
AUTRES DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS	0,00	0,00	
Total IM IMMOBILISATION FINANCIERES	0,00	0,00	0,00
TR TRESORERIE			
BANQUE COMPTE DESIGNÉ	276 247 888,00	498 060 384,00	-109 043 296,00
BANQUE COMPTE D'OPERATION	460 185 98,00	327 465 688,00	132 689 532,00
CAISSE	0,00	0,00	
Total TR TRESORERIE	736 432 886,00	795 566 072,00	-57 153 764,00
Total :	8 477 638 276,00	1 165 432 389,00	7 322 205 908,00

K

PASE
TABLEAU EMPLOIS - RESSOURCES

Exercice : 2019 Monnaie FCFA

Ressources	Montants (cumul)		
	Exercice 2019	Exercice 2018	Variation
DR DETTES ET RESSOURCES ASSIMILEES			
FOURNISSEURS ET PRESTATAIRES	0,00	0,00	
DETTES ENVERS PERSONNEL	0,00	0,00	
DETTES POUR SECURITE SOCIALE	0,00	8 191 890,00	-8 191 890,00
DETTES ENVERS L'ETAT	0,00	8 587 250,00	-8 587 250,00
Total DR DETTES ET RESSOURCES ASSIMILEES	0,00	16 779 140,00	-16 779 140,00
FF FONDS DE FINANCEMENT			
SUBVENTION D'EQUIPEMENT, IDA	6 520 087 076,00	249 305 754,00	6 571 318 221,00
SUBVENTION D'EQUIPEMENT DE L'ETAT	0,00	0,00	
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION, ETAT	0,00	0,00	
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION, IDA	356 950 331,00	89 283 474,00	757 368 827,00
AUTRES PRODUITS	0,00	0,00	
Total FF FONDS DE FINANCEMENT	7 577 638 276,00	338 652 228,00	7 338 885 048,00
FR FONDS DE ROULEMENT			
AVANCES DE FONDS PAR LE BAILLEUR	800 000 000,00	800 000 000,00	
Total FR FONDS DE ROULEMENT	800 000 000,00	800 000 000,00	0,00
Total :	8 477 638 276,00	1 155 432 368,00	7 322 305 808,00

➤ **Tableau Emplois-Ressources du PASE sur la période sous revue (du 1^{er} Janvier au 31 décembre 2019) reconstitué par la mission d'audit au 31/12/2019.**

La situation des Emplois et Ressources reconstituée par la mission d'audit se présente comme suit :

Eléments	Notes	Montants
RESSOURCES 2019		
Dettes envers l'Etat au 31/12/2019	1.1	0
Dettes envers la CNSS	1.2	0
Subvention d'Equipement IDA	1.3	6 820 687 975
Subvention d'Exploitation IDA	1.4	856 950 301
Avances de Fonds par le Bailleur	1.5	800 000 000
Total Ressources 2019 (a)	1	8 477 638 276
EMPLOIS 2019		
Dépenses au 31/12/2019	2.1	7 677 638 276
Autres Créances Bailleurs	2.2	61 567 714
Total Emplois 2019 (b)	2	7 739 205 990
SOLDE THEORIQUE c = (a-b)	3	738 432 286
SOLDE REEL COMPTE DESIGNÉ AU 31/12/2019 (d)	4.1	278 247 088
SOLDE REEL COMPTE D'OPERATION AU 31/12/2019 (e)	4.2	460 185 198
TOTAL SOLDE REEL AU 31/12/2019 f = (d+e)	4	738 432 286
ECART (A JUSTIFIER) (g = c-f)	5	0

Note explicative :

Note 1 : Total Ressources 2019

La valeur globale des ressources mobilisées au 31 décembre 2019 dans le cadre de la mise en œuvre du PASE s'élève à **FCFA 8 477 638 276**. Les éléments constituant ces ressources se détaillent comme suit :

Libellés	Montant (FCFA)
Subvention d'Equipement IDA	6 820 687 975
Subvention d'Exploitation IDA	856 950 301
Avances de Fonds par le Bailleur	800 000 000
TOTAL	8 477 638 276

Note 1.1 : Dettes envers l'Etat au 31/12/2019

Les dettes du projet vis-à-vis de l'Etat présente un solde nul au 31/12/2019.

Note 1.2 : Dettes envers la CNSS

Les dettes du projet vis-à-vis de la CNSS présente un solde nul au 31/12/2019.

Note 1.3 : Subvention d'Equipement IDA

La subvention d'équipement IDA obtenue par le PASE au 31 décembre 2019 s'élève à **FCFA 6 820 687 975**. Cette subvention a servi essentiellement à l'acquisition des matériels de bureau, du matériel électrique et des frais de dédouanement pour la sortie de treize (13) véhicules acquis en 2018;

Note 1.4 : Subvention d'Exploitation IDA

La subvention d'exploitation IDA obtenue par le PASE au 31 décembre 2019 s'élève à **FCFA 856 950 301**. Cette subvention a servi à engager les charges du projet sur la période sous revue ;

Note 1.5 : Avances de Fonds par le Bailleur

Les avances de fonds accordées par la Banque mondiale dans le cadre du PASE s'élèvent à **FCFA 800 000 000** au 31 décembre 2019.

Note 2 : Les emplois 2019

La valeur des emplois du PASE au 31 décembre 2019 s'élève à **FCFA 7 739 205 990**. Il est constitué des dépenses effectuées sur l'exercice 2019 et aussi des engagements.

Note 2.1 : Dépenses 2019

Les dépenses directement engagées par le Projet et les paiements directement effectués par le bailleur au 31 décembre 2019 en terme d'investissement et de charges s'élèvent à **FCFA 7 677 638 276**.

Note 2.2 : Autres créances bailleurs

Les « Autres Créances Bailleurs » correspondent aux Demandes de Remboursements Fonds (DRF) à recevoir au titre de l'exercice 2019 soit pour un montant de **FCFA 61 567 714**.

Note 3 : Solde theorique au 31/12/2019

Le solde final théorique de la trésorerie s'élève à **FCFA 738 432 286** au 31/12/2019 et représente la différence entre les ressources et les dépenses du Projet sur l'exercice 2019.

Note 4 : Solde réel au 31/12/2019

Le solde réel de la trésorerie du projet au 31 décembre 2019 s'élève à **FCFA 738 432 286**. Il est constitué du solde réel restant en banque aussi bien sur le compte désigné que sur le compte d'opération du Projet.

Note 4.1 : Solde réel « compte désigné » au 31/12/2019

La situation réelle du compte désigné au 31/12/2019 s'élève à **FCFA 278 247 088**

Note 4.2 : Solde réel compte d'operation au 31/12/2019

La situation réelle du Compte d'opérations au 31/12/2019 s'élève à **FCFA 460 185 198**

➤ **Tableau Emplois-Ressources du Compte Désigné N° B002612200 B00060408 reconstitué par la mission d'audit au 31/12/2019**

Le tableau des Emplois et Ressources du compte désigné reconstitué par la mission d'audit se présente comme suit :

CREDIT IDA N° 6105-BJ		Montants (en F CFA)
Eléments	Réf.	2 019
Solde Initial Banque au 01/01/2019 (a)	1	468 090 384
Encaissement de l'exercice 2019 (b)	2	872 384 116
Total Ressources 2019 (1+2) c= (a)+(b)		1 340 474 500
Emplois de la période (d)	3	1 062 227 412
Solde Final Théorique e=(c)-(d)	4	278 247 088
Solde Final Réel Banque (f)	5	278 247 088
Ecart à justifier g=(e-f)		-

Note explicative

Note 1 : Solde Initial Banque au 01/01/2019

Il s'agit du solde de la banque en début de période soit **FCFA 468 090 384**.

Note 2 : Encaissement de l'exercice 2019

Les encaissements de la période sous revue s'élèvent à **FCFA 872 384 116** et se décompose comme suit :

Libellés	Date d'encaissement	Montant (FCFA)
DRF N°7	24/01/2019	4 413 950
DRF N°8	28/02/2019	10 826 375
DRF N°10	19/03/2019	46 728 924
DRF N°11	16/04/2019	98 369 247
DRF N°12	14/05/2019	166 514 523
DRF N°13	13/06/2019	83 933 593
DRF N°14	18/07/2019	68 688 027
DRF N°16	13/08/2019	65 666 529
DRF N°17	17/09/2019	48 995 860
DRF N°19	10/10/2019	102 630 427
DRF N°21	15/11/2019	43 961 024
DRF N°24	16/12/2019	131 655 637
		872 384 116

Note 3 : Emplois de l'exercice 2019

Les emplois de l'exercice correspondent aux appels de fonds initiés par le Projet en vue d'alimenter le Compte d'opérations ouvert dans les livres de la BOA. Soit un montant de **FCFA 1 062 227 412**.

Note 4 : Solde Final Théorique

Le solde théorique de la banque au 31/12/ 2019 s'élève à **FCFA 278 247 088** .

Note 5: Solde Final Réel Banque

Le solde final réel de la banque au 31/12/ 2019 s'élève à **FCFA 278 247 088**.

➤ **Tableau Emplois-Ressources du Compte d'opérations N° 09825820007 reconstitué par la mission d'audit au 31/12/2019**

Dans le cadre de l'audit des comptes du Projet d'Amélioration des Services Energétiques, nous avons analysé les transactions financières effectuées sur le Compte d'opérations ouvert dans les livres de la Bank Of Africa.

CREDIT IDA N° 6105-BJ		Montants (en F CFA)
Eléments	Réf.	2 019
Solde Initial Banque (a)	1	327 495 666
Encaissement de la période (b)	2	1 062 227 412
Total Ressources 2017 c= (a)+(b)	3	1 389 723 078
Emplois de la période (d)	4	928 349 949
Solde Final Théorique (e)= (c)-(d)	5	461 373 129
Solde Final Réel Banque (f)	6	460 185 198
Ecart à justifier g=(e)-(f)	7	1 187 931

Notes explicatives:

Note 1 : Solde Initial Banque

Il s'agit du solde banque en début de période soit FCFA 327 495 666.

Note 2 : Encaissement de la période

Il correspond à l'appel de fonds initié par le projet pour alimenter le Compte d'opérations.

Note 4: Emplois de l'exercice 2019

Cette ligne retrace les différentes dépenses effectuées par le Projet sur la période sous revue.

Note 5 : Solde Final Théorique

Il représente le solde théorique de la banque au 31/12/2019 soit FCFA 461 373 129

Note 6 : Solde Final Réel Banque

Il représente le solde réel de la banque au 31/12/2019 soit FCFA 460 185 198

Note 7 : Ecart à justifier

L'écart de FCFA 1 187 931 correspond à un ensemble de chèques en circulation au 31/12/2019 non encore présentés à la banque. Il est détaillé comme suit :

- 19/12/2019 Chèque N0 0282522/Fraternité	332 400 F CFA
- 24/12/2019 Chèque N0 0282524/SAVEURS DU BENIN	597 500 F CFA
- 24/12/2019 Chèque N0 0282525/CFAO MOTORS	258 031 F CFA
Total	1 187 931 F CFA



CABINET SYNEX CONSULTING SARL
Cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrit sous le n°061 SE à l'OECCA-Bénin

Audits légal et contractuel
Conseils
Etudes
Evaluations
Ingénierie financière
Formations
Recrutements

ATTESTATION SPECIALE SUR LES ETATS CERTIFIES DE DEPENSES

DESTINATAIRE : M. le Coordonnateur du PASE

Introduction

Nous avons effectué l'audit des états certifiés des dépenses du Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE) sur la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2019 du Crédit IDA N° 6105-BJ, comprenant les Demandes de Remboursement de Fonds (DRF) et leurs annexes. Ces états certifiés des dépenses ont été établis par l'Unité de Coordination du Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE) sur la base des dispositions de l'Accords de Crédit IDA N°6105-BJ et des directives de la Banque Mondiale.

Responsabilités de l'Unité de Coordination du PASE dans l'établissement et la présentation des états certifiés des dépenses

L'Unité de Coordination du Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE) est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états certifiés des dépenses conformément aux dispositions de l'accords de crédit et aux directives de la Banque Mondiale. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à la préparation et la présentation sincère des états certifiés des dépenses ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilités de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur les états certifiés des dépenses sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Notre mission consiste à vérifier que les états certifiés des dépenses ont été établis à partir des dépenses effectuées sur le Compte désigné ouvert au nom du Projet à la BCEAO et du Compte d'opérations à la Banque Of Africa (BOA). Ces dépenses doivent s'inscrire entièrement dans les objectifs du Projet et être appuyées de pièces justificatives probantes conformément aux dispositions de l'Accord de financement.

Nos travaux ont été réalisés conformément aux Normes Internationales d'Audit ISA de l'International Federation of Accountant (IFAC) et aux directives de la Banque Mondiale (BM) pour les états certifiés des dépenses.

Nos contrôles ont consisté à vérifier l'admissibilité des dépenses effectuées au regard de l'Accords de Crédit IDA N°6105-BJ et des directives de la Banque Mondiale; l'existence, l'exhaustivité et la régularité des pièces justificatives présentées pour appuyer les décaissements effectués sur les Comptes désigné et opérationnel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sans réserves

A notre avis, les états certifiés des dépenses engagées dans le cadre du Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE) sur la période allant du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2019 du Crédit IDA N° 6105-BJ s'inscrivent globalement dans les objectifs dudit Projet et sont appuyées de pièces justificatives probantes.

Cotonou, le 23 mars 2020



Bamidélé G. Thierry DOSSOU-YOVO

*Associé-Gérant du cabinet SYNEX CONSULTING S.A.R.L.
Expert-comptable diplômé-Commissaire aux comptes*

1. Présentation du Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE)

La situation financière de la SBEE est précaire. Avant 2010, la SBEE avait d'importants déficits. Cette situation s'est légèrement améliorée depuis la hausse des prix de 2010 et l'abandon progressif des centrales thermiques des régions septentrionales du pays grâce à l'interconnexion entre le réseau Nord du Bénin et la ligne de transport de la CEB au nord du Togo ainsi que les investissements dans la réhabilitation sous financement de la Banque mondiale.

Les pertes observées lors des opérations de distribution de l'électricité sont énormes, 40% des montants facturés par la SBEE ne sont pas collectés. La plus grande partie de ces fonds étant due par les entreprises publiques et d'autres catégories de clients à revenus élevés (gros clients). Une longue liste de potentiels clients attend un branchement électrique depuis des mois. Le réseau est vieillissant et la maintenance inadéquate. Certaines sous-stations fonctionnent avec des systèmes de protection défectueux et des transformateurs surchargés. Les branchements électriques illégaux et non sécurisés sont légion dans les zones périurbaines à forte densité des principaux centres urbains tels que Cotonou, Porto-Novo, Abomey-Calavi, Parakou et Natitingou, où de nombreux ménages demeurent dans le noir. Les pertes globales (commerciales et techniques) sont estimées de manière très conservatrice à 24 pour cent.

Par ailleurs, au regard du fort engagement du Gouvernement à améliorer la performance du sous-secteur de la distribution et son importance critique pour la viabilité financière du secteur dans l'ensemble, le présent projet (PASE) compte se focaliser principalement sur l'amélioration des performances opérationnelles de la SBEE. Le Projet servira aussi de passerelle vers un projet de suivi de l'accès à l'énergie en appuyant le développement de plans et études nécessaires et le maintien de la portée réussie du secteur de la biomasse créé dans le cadre des projets énergétiques passés appuyés par la Banque mondiale.

1.1. Objectif global :

Le Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE) vise à améliorer les performances opérationnelles de la SBEE, d'étendre l'accès à l'électricité des zones ciblées et de promouvoir la gestion communautaire des ressources forestières.

1.2. Objectif spécifique

De façon spécifique, le PASE permettra de :

- réduire les pertes subies par les entreprises de distribution d'électricité ;
- offrir un service d'électricité amélioré dans les zones ciblées dont les réseaux de distribution seront réhabilités ;
- autonomiser les communautés rurales en vue de la gestion durable des ressources forestières.

Les bénéficiaires du Projet sont classés en quatre groupes :

- le premier groupe comprend les ménages et petites entreprises des zones périurbaines de Cotonou, Porto-Novo, Parakou et Natitingou. Ils recevront des heures supplémentaires d'électricité et une meilleure tension du courant électrique leur permettant d'utiliser sans problèmes des équipements électriques (réfrigérateurs, climatiseurs, etc.) ;
- le deuxième groupe comprend des personnes (particulièrement les femmes) impliquées dans les pratiques de gestion de forêts communautaires dans les zones rurales ciblées. Elles bénéficieront de revenus générés par la gestion des ressources forestières, notamment des activités génératrices de revenus ;

- le troisième groupe comprend la SBEE, qui collectera les revenus améliorés tirés de la mise en œuvre d'un programme de protection de revenus et de la régularisation des utilisateurs informels d'électricité ;
- le quatrième groupe comprend les principaux intervenants du secteur de l'énergie, notamment le Ministère de l'Energie (à travers ses structures centraux et techniques), l'ABERME et l'ARE qui bénéficieront de l'assistance technique et des activités de renforcement des capacités.

Le projet PASE a bénéficié d'un financement IDA de la Banque mondiale d'un montant de 54,9 millions d'Euros, soit 36,012 milliards de francs CFA. A ce financement s'ajoute la contrepartie du budget national d'un montant de 550 millions de francs CFA destinés aux compensations des populations affectées par le Projet.

Pour assurer la mise en œuvre des différentes actions le Projet est structuré en quatre composantes :

- composante 1 : Amélioration des performances opérationnelles de la SBEE
- composante 2 : Renforcement et extension du réseau de distribution dans les zones ciblées
- composante 3 : Gestion communautaires des combustibles ligneux
- composante 4 : Appui au développement et à la mise en œuvre du secteur

Les activités du Projet sont exécutées sous la responsabilité d'une Unité de Coordination du Projet (UCP). L'UCP est placée sous la tutelle administrative de la Direction Générale des Ressources Energétiques du Ministère de l'Energie.

Cette Unité de Coordination du Projet (UCP) est composée du Coordonnateur, des responsables chargés de la gestion financière, de la passation de marchés, du suivi-évaluation, des aspects environnementaux et sociaux et des responsables techniques chargés de l'exécution des différentes composantes du projet.

2. Méthodes et principes comptables

2.1. Principes comptables généraux

La comptabilité du projet enregistre les opérations selon les règles du Système Comptable OHADA (SYSCOHADA) et le principe de la comptabilité d'engagement.

2.2. Présentation des états financiers

Les comptes sont présentés sous la forme d'un tableau des Emplois et Ressources, un Bilan, les notes sur les états financiers et la liste des actifs immobilisés acquis.

2.3. Règles et méthodes comptables spécifiques

2.3.1. Mobilisation des fonds

Les fonds du crédit sont mobilisés sur présentation des Demandes de Remboursement de Fonds (DRF) ou des Demandes de Paiement Direct (DPD).

2.3.2. Base monétaire

Les comptes sont exprimés en Francs de la Communauté Financière Africaine (FCFA).

2.3.3. Exercice comptable

L'exercice comptable s'étend du 1^{er} Janvier au 31 Décembre de chaque année.

Des arrêtés trimestriels sont effectués dans le cadre de l'établissement des Rapports Intérimaires Financiers (RIF).

2.3.4. Charges

Les charges du projet sont comptabilisées au niveau des comptes de charge par nature conformément au plan comptable en vigueur.

2.3.5. Dépenses d'investissement

Les immobilisations acquises ou produites par le projet sont enregistrées en comptabilité à leur coût historique au niveau des comptes de bilan correspondant en application des principes du Système Comptable OHADA (SYSCOHADA).

2.3.6. Subventions

Les subventions reçues sont enregistrées au niveau des capitaux propres.

2.3.7. Impôts et taxes

Le Projet est assujetti aux impôts et taxes. Il est aussi astreint à effectuer les retenues à la source au titre de l'Impôt sur le revenu.

3. Exécution budgétaire

Le tableau d'exécution budgétaire de la période sous revue se détaille comme suit :

DESIGNATION	PREVISIONS 2019	REALISATIONS 2019	ECART (FCFA)	ECART (%)
<i>Composante 1: Amélioration des performances opérationnelles de la SBEE</i>				
Activité 1: Recrutement d'un consultant individuel chargé d'élaborer le plan d'amélioration de la gestion de la SBEE et le cahier des charges et le DAO pour sa mise en œuvre	80 000 000	28 219 928	51 780 072	35
Activité 2 : Fourniture et installation de six mille (10 000) compteurs intelligents et d'équipements pour l'installation d'un centre de comptage au profit de la SBEE	240 000 000	-	240 000 000	-
Activité 3 : Fourniture d'équipements et mise en place d'un centre d'appels et de conduite d'enquêtes de satisfaction de la clientèle de SBEE	24 000 000	-	24 000 000	-
Activité 4 : Réalisation de l'enquête de référence de satisfaction des clients de la SBEE	60 000 000	-	60 000 000	-
Activité 5 : Etude et mise en place d'un système de comptabilité analytique à la SBEE	147 000 000	1 607 500	145 392 500	1
TOTAL COMPOSANTE 1	551 000 000	29 827 428	521 172 572	5
<i>Composante 2: Renforcement et extension du réseau de distribution dans les zones cibles du projet</i>				
Activité 1 : Fourniture de soixante quinze mille (75 000) compteurs électroniques à prépaiement de type STS au profit de la Société Béninoise d'Energie Electrique	3 240 000 000	3 243 730 065	-3 730 065	100
Activité 2 : Fourniture d'accessoires de branchement pour 75 000 compteurs électroniques à prépaiement de type STS et leurs transport et installation au profit de la Société Béninoise d'Energie Electrique	5 400 000 000	3 206 832 056	2 193 167 944	59

DESIGNATION	PREVISIONS 2019	REALISATIONS 2019	ECART (FCFA)	ECART (%)
Activité 3 : Acquisition d'un véhicule de recherche de défauts sur les câbles souterrains au profit de la SBEE	135 000 000	354 000	134 646 000	0
Activité 4 : Acquisition d'une machine de traitement d'huile et de divers autres équipements au profit de la SBEE	270 000 000	-	270 000 000	-
Activité 5 : Fourniture et installation d'un atelier de réparation de transformateurs au profit de la SBEE	432 000 000	-	432 000 000	-
Activité 6 : Acquisition et pose de 8.000 lampes LED pour l'éclairage public	810 000 000	6 050 000	803 950 000	1
Activité 7 : Travaux de normalisation et d'extension des réseaux de distribution de la SBEE dans les quartiers périphériques des villes de COTONOU, PORTO-NOVO, PARAKOU et NATITINGOU	1 800 000 000	-	1 800 000 000	-
Activité 8: Travaux de mise aux normes des postes HT/MT des sous-stations de DASSA-ZOUME, GLAZOUE , PAOUIGNAN et réhabilitation d réseaux souterrains de la ville de Porto-Novo	780 000 000	70 000	779 930 000	0
Activité 9 : Recrutement d'un Ingénieur Conseil pour la supervision et le contrôle des travaux de normalisation et d'extension des réseaux et de mise aux normes des postes HT/MT de la SBEE	30 000 000	-	30 000 000	-
Activité 9: Recrutement d'un ingénieur conseil pour la supervision et le contrôle des travaux de mise aux normes des postes HT/MT des sous-stations de DASSA ZOUME, GLAZOUE, PAOUIGNAN et réhabilitation e réseaux souterrains de la ville de Porto-Novo	30 000 000	-	30 000 000	-
Transport et pose des 75 000 Kits de branchement aux abonnés de la SBEE	200 000 000	-	200 000 000	-
TOTAL COMPOSANTE 2	13 127 000 000	6 457 036 121	6 669 963 879	49

DESIGNATION	PREVISIONS 2019	REALISATIONS 2019	ECART (FCFA)	ECART (%)
Composante 3 : Gestion communautaire des combustibles ligneux				
<i>Sous-composante 1 Gestion durable des ressources forestières dans la région d Moyen Ouémé et de L'Ouémé supérieur</i>				
<i>Résultat 1: Les ressources forestières dans la région du Moyen-Ouémé et de l'Ouémé supérieur sont bien gérés</i>				
Gestion durable des ressources forestières dans les bassins du moyen Ouémé Supérieur				
Installer les SVGF	30 000 000	20 272 558	9 727 442	68
Procéder à la signature des conventions de mise à disposition des terres				
Appui à la mise en place d'une communauté forestière entre les communes de l'Ouémé Supérieur (pèrèrè, N'Dali et Djougou)				
Discuter avec les forces vive des communes concernées	16 800 000	4 592 000	12 208 000	27,3
Elaborer et procéder à l'adoption par les communes d'un avant-projet de statuts de l'EPCI				
Recruter un cabinet de supervision des travaux de construction du siège				
Elaboration de plans d'aménagement sur 150 000ha dans les communes de l'Ouémé Supérieur				
Elaboration des cartes d'occupation du sol et des cartes d'aménagement des trois communes de l'Ouémé supérieur	15 000 000	2 942 000	12 058 000	20
Restituer les cartes aux communes				
Actualisation du SIEF				
Collecte de données sur les plaquettes permanentes Savalou, Djidja, Bantè et Bassila	12 600 000	5 090 000	7 510 000	40,4
Collecte de données sur les plaquettes permanentes Dassa, Savè, Ouèssè, Glazoué et Tchaourou				
Appui au développement de l'apiculture à Bassila et Djidja Djougou, N'Dali et pèrèrè et renforcement de l'apiculture dans les anciennes communes				

DESIGNATION	PREVISIONS 2019	REALISATIONS 2019	ECART (FCFA)	ECART (%)
Formation, encadrement de l'apicultures des communes Bassila, Djidja, Djougou N'Dali et Pèreère	45 608 000	2 440 000	43 168 000	5
Recruter un cabinet de supervision des travaux de construction de mielleries				
Recruter un cabinet de supervision des travaux de forage				
Etude sur les chaines de valeur de la filière apicole et d'une étude de faisabilité pour l'installation d'une miellerie centrale				
Total de la sous-composante 1	120 008 000	35 336 558	84 671 442	29
Sous-composante 2: Promotion des énergies de substitution au bois-énergie				
Mise en place de normes et appui à la filière des combustibles domestiques				
Rendre opérationnel le comité de suivi du processus de mise en place d'une norme sur les foyers améliorés	4 000 000	-	4 000 000	-
Recruter un cabinet	36 000 000	-	36 000 000	-
Organiser l'atelier du rapport de l'étude	8 000 000	-	8 000 000	-
Promotion des équipements de cuisson à gaz en milieu urbain et dans les communautés rurales bénéficiant de plans d'aménagement				
Réaliser l'étude de faisabilité pour la mise en place de centre emplisseurs de gaz hors dépôt	60 000 000	-	60 000 000	-
Organisation d'une mission au Ghana sur la mise en place de centres emplisseurs de gaz hors dépôt	5 075 000	-	5 075 000	-
Total de la sous-composante 2	113 075 000	-	113 075 000	-
TOTAL COMPOSANTE 3	233 083 000	35 336 558	197 746 442	15
Composante 4 : Appui au développement et à la mise en œuvre du secteur				
Sous-composante 4.1: Planification sectorielle				

DESIGNATION	PREVISIONS 2019	REALISATIONS 2019	ECART (FCFA)	ECART (%)
Résultat 1: la planification du secteur est effectuée avec succès				
Activité 1: Analyse des impacts économiques et sociaux de l'amélioration de la fourniture de l'énergie électrique au Bénin	64 800 000	-	64 800 000	-
Activité 2: Etude sur la sécurisation de la fourniture du gaz naturel au Bénin	135 000 000	1 345 200	133 654 800	1
<i>Sous-composante 4.2: Renforcement des capacités institutionnelles</i>				
<i>Acquisition de matériels roulant au profit du ministère de l'énergie, de l'autorité de régulation de l'électricité, de la DGE, de l'ABERME de la CoFOSet de L'UCP.</i>	135 000 000	148 764 430	- 13 764 430	110
Activité 3: Acquisition de matériels et de mobilier de bureau au profit de l'Autorité de Régulation de l'Electricité de la DGRE de l'ABERME, de la coFOS et l'Unité de coordination du projet	90 000 000	25 357 610	64 642 390	28
<i>Sous-composante 4.3: Gestion du projet</i>				
<i>Résultat 1: Le management du PASE est assuré de façon efficiente</i>				
<i>Acquisition de matériels informatiques au profit de l'UCP et de la coForMO</i>	30 000 000	1 365 000	28 635 000	5
<i>Acquisition de fourniture de bureau et de produits d'entretien au profit de l'UCP et de la coForMO</i>	5 000 000	2 226 235	2 773 765	45
<i>Acquisition de consommables informatiques et bureautiques au profit de l'UCP et de la coForMO</i>	10 000 000	2 343 300	7 656 700	23
Réalisation de l'audit interne du projet	25 390 000	25 030 000	360 000	99
Travaux de réfection des locaux de l'UCP du PASE	36 000 000	-	36 000 000	-
Mise en œuvre d'un système de renforcement des capacités du personnel du PASE	60 000 000	2 123 500	57 876 500	4
Gestion comptable et financière du PASE				

DESIGNATION	PREVISIONS 2019	REALISATIONS 2019	ECART (FCFA)	ECART (%)
Faire auditer les comptes du PASE au titre de l'année 2018		2 966 666	- 2 966 666	-
Assurer la maintenance du matériel informatique	2 000 000	1 746 000	254 000	87
Assurer la maintenance des climatiseurs	1 000 000	66 000	934 000	7
Assurer l'entretien des locaux du PASE	6 000 000	6 688 387	- 688 387	111
Assurer le gardiennage des locaux de la DGRE y compris le PASE	6 000 000	3 724 285	2 275 715	62
Négocier un contrat d'entretien avec le fournisseur des copieurs	2 000 000	256 500	1 743 500	13
Renouveler le contrat d'abonnement avec ISOCEL	5 000 000	4 644 726	355 274	93
Assurer la maintenance du matériel roulant	10 000 000	5 662 379	4 337 621	57
Acquérir de carburant et lubrifiant	30 000 000	40 000 000	- 10 000 000	133
Assurer les autres tâches liées au fonctionnement (frais de téléphone, dépenses courantes)	11 000 000	155 656 966	- 144 656 966	1 415
Participer aux réceptions des travaux/fournitures	2 000 000	-	2 000 000	-
Salaires	307 995 848	286 331 757	21 664 091	93
Résultat 2: Le suivi-évaluation des activités du PASE est assuré				
Organisation des revues trimestrielles du PASE	10 000 000	-	10 000 000	-
Suivi sur le terrain des réalisations du PASE				
Organiser sous la responsabilité du coordonnateur par mois deux missions de supervision des chantiers ouverts dans le cadre du projet	5 000 000	-	5 000 000	-

DESIGNATION	PREVISIONS 2019	REALISATIONS 2019	ECART (FCFA)	ECART (%)
Participer aux missions de contrôle des réalisations du PASE par l'inspection générale du Ministère dans le cadre de la certification du rapport de performance du Ministère	1 000 000	640 000	360 000	64
Résultat 3: Les mesures de sauvegardes environnementale et sociale sont mises en œuvre				
Réalisation de l'étude d'impact environnemental simplifié (EIES) des travaux de normalisation et d'extension des réseaux de distribution et de mise aux normes des postes HT/MT de la SBEE	95 000 000	48 193 800	46 806 200	51
Réalisation du plan d'action de Réinstallation et de compensation simplifié (PAR) des travaux de normalisation et d'extension des réseaux de distribution et de mise aux normes des postes HT/MT de la SBEE; et mise en œuvre du PAR	80 000 000	51 652 200	28 347 800	65
Réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) de la mise en œuvre des plans d'aménagement sur 150 000 ha dans les communes de l'Ouémé supérieur	42 000 000	-	42 000 000	-
Elaboration du plan d'action de Réinstallation (PAR) de la mise en œuvre des plans d'aménagement sur 150 000 ha dans les communes de l'Ouémé supérieur et mise en œuvre du PAR	31 500 000	-	31 500 000	-
Réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) des travaux de construction du siège de coFOS	21 000 000	-	21 000 000	-
Elaboration du plan d'action de Réinstallation (PAR) des travaux de construction du siège de coFOS et mise en œuvre du PAR	14 000 000	-	14 000 000	-
Réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) des travaux de construction de 14 forages d'eau équipés de pompes à motricité humaine	14 000 000	-	14 000 000	-

DESIGNATION	PREVISIONS 2019	REALISATIONS 2019	ECART (FCFA)	ECART (%)
Elaboration du plan d'action de réinstallation (PAR) des travaux de construction de 14 forages d'eau équipés de pompes à motrice humaine et mise en œuvre du PAR	14 000 000	-	14 000 000	-
Réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) des travaux de construction de 14 mielleries dans l'espace CoForMO et coFOS	28 000 000	-	28 000 000	-
Elaboration du plan d'action de Réinstallation (PAR) des travaux de construction de 14 mielleries dans l'espace CoforMO et CoFOS et mise en œuvre du PAR	14 000 000	-	14 000 000	-
Réalisation de l'étude d'impact environnemental et social (EIES) de la mise en place des centres emplisseurs de gaz hors dépôt	21 000 000	-	21 000 000	-
Elaboration du plan d'action de réinstallation (PAR) de la mise en place des centres emplisseurs de gaz hors dépôt et mise en œuvre du PAR	21 000 000	-	21 000 000	-
Réalisation de l'étude d'impact d'impact environnemental et social (EIES) de l'installation d'un atelier de réparation de transformateurs au profit de la SBEE	21 000 000	-	21 000 000	-
Elaboration du plan d'action de réinstallation (PAR) de l'installation PAR de l'installation d'un atelier de réparation de transformateurs au profit de la SBEE et mise en œuvre du PAR	10 500 000	-	10 500 000	-
TOTAL COMPOSANTE 4	1 417 185 848	816 784 941	600 400 907	58
TOTAL GENERAL	15 328 268 848	7 338 985 048	7 989 283 800	48

Note explicative sur le suivi budgétaire

Le Projet d'Amélioration des Services Energétiques (PASE) a été mis en vigueur le 12 février 2018. Il est composé de quatre (04) composantes qui se présentent comme suit :

Composante 1 : Amélioration des performances opérationnelles de la SBEE

Cette composante finance l'acquisition et l'installation de compteurs intelligents chez des clients à revenus élevés, la création d'un centre de contrôle des mesures, l'acquisition et installation d'infrastructures avancées relatives au comptage et de logiciels de gestion de systèmes d'informations, la mise à jour de la base de données clients, la création et la formation d'une équipe d'inspection et de détection de vols d'électricité, la fourniture de services d'assistance technique, et enfin l'installation et l'opérationnalisation d'un centre d'appels clients permettant aux clients d'exprimer leurs plaintes/ problèmes et à la SBEE de suivre le temps de réponse.

Avec un taux d'exécution de 5%, Il faut noter que le processus de passation des marchés est en cours pour la plupart des activités liées à cette composante. Les livrables attendus de l'étude relative à l'élaboration du plan d'amélioration de la performance de la SBEE permettront de finaliser le DAO sur la fourniture d'équipements et la mise en place d'un centre d'appels et la conduite d'enquêtes de satisfaction. Quant à l'acquisition et l'installation des compteurs intelligents, le Plan de Protection des Revenus (PPR) élaboré par le consultant a permis de finaliser le DAO qui a été lancé en février 2020.

Composante 2 : Renforcement et extension du réseau de distribution dans les zones ciblées

Cette composante financera l'expansion du réseau MT/BT afin de rééquilibrer les charges, régulariser les branchements électriques informels et fournir de nouveaux branchements aux quartiers proches et non desservis, l'acquisition et l'installation d'équipements essentiels, notamment un atelier de réparation des transformateurs et pièces de rechange associées, ainsi que divers équipements de protection et outils de mesure. Enfin, pour réduire la demande de crête en électricité et la consommation énergétique non payée des municipalités, la composante promouvra un éclairage public conforme à l'efficacité énergétique.

Les études d'Impact Environnemental et Social (EIES) et de Plan d'Actions de Réinstallation (PAR) des populations affectées sont en cours et permettront dès leur finalisation de lancer le DAO des travaux relatifs aux normes.

Le taux d'exécution d'environ 50% de cette composante a été obtenu grâce aux paiements des factures et droits de douane relatifs à la fourniture des 75 000 compteurs et aux paiements de certaines factures relatives à la fourniture des accessoires desdits compteurs. Il convient de préciser que la totalité des compteurs a été réceptionnée. Quant aux accessoires, la livraison se poursuit. Il s'avère aussi nécessaire de mentionner que conformément aux clauses contractuelles, les droits de douane devraient être payés par les fournisseurs et remboursés par le projet sur la base des pièces justificatives. S'agissant de la TVA, elle doit être payée directement par le projet. Mais à l'exécution, le projet s'est rendu compte que ces deux (02) éléments (droits de douane et TVA) ne pouvaient être dissociés car figurant sur le même BFU. Ceci étant, Les BFU ont donc été réglés par les fournisseurs et les remboursements ont été faits sur la base des pièces justificatives. Ce qui porte le **taux d'exécution de cette composante à 49%**.

Composante 3 : Gestion communautaires des combustibles ligneux

La Composante 3 contribuera à réduire la pression grandissante sur les forêts du nord du Bénin en mettant au point et en étendant aux nouvelles régions les pratiques de gestion forestière communautaire réussies, sensibles au genre et financées dans le cadre des projets PFSE et DAEM.

Le processus de passation de marchés pour les études liées à certaines activités de cette composante est en cours. Le contrat relatif à l'élaboration des plans d'aménagement participatif sur 150 000 hectares dans les communes de Pèrèrè, N'Dali et Djougou a été approuvé et notifié au consultant. Les échanges techniques préparatoires avec l'administration forestière sont en cours pour le cadrage de l'activité en vue de son démarrage effectif. **Le taux d'exécution de cette composante est de 15%.**

Composante 4 : Appui au développement et à la mise en œuvre du secteur

La composante contribuera à une meilleure planification du déploiement de l'accès à l'électricité dans le pays, appuiera le développement de principales institutions du sous-secteur de l'électricité et garantira la mise en œuvre effective du projet.

Au rang des activités de renforcement des capacités, citons la mise en œuvre des recommandations tirées d'études financées dans le cadre du projet PFSE. Les différentes études liées à cette composante sont en cours. Le taux d'exécution obtenu est dû au fonctionnement et à certaines activités du projet. Il convient de souligner que certaines activités de fonctionnement n'étant pas prévues cause de la situation d'incertitude du personnel qui devrait conduire l'exécution du projet. Il s'agit entre autres de l'assurance maladie, l'assurance automobile de nouveaux véhicules acquis suite à la demande de réforme des anciens, les honoraires des consultants en Passation de Marchés et en Gestion Financière dont le détail se présente dans le suivi budgétaire. Cette situation étant décantée au cours de l'exercice 2019, la prise d'assurance maladie et autres a été effective. Cet état de chose a causé un dépassement au niveau de la ligne fonctionnement du projet.

Le taux d'exécution de cette composante est de cinquante huit pourcent (58)%.

4. Etat d'avancement des activités gérées par le PASE au titre du crédit IDA

Les activités gérées par le PASE au cours de la période sous revue (du 1^{er} janvier au 31 Décembre 2019) pour le compte du CREDIT IDA se résument comme suit :

4.1. Amélioration des performances opérationnelles de la SBEE

Pour cette composante, le coût des réalisations se chiffre à **29 827 428 F CFA** au titre l'exercice 2019.

4.2. Composante 2 : Renforcement et extension du réseau de distribution dans les zones ciblées

Le montant des décaissements s'élève à **FCFA 6 457 036 121 F CFA** sur la période sous revue.

4.3. Composante 3 : Gestion Communautaire des combustibles ligneux

Le montant des décaissements s'élève à **FCFA 35 336 558** sur la période sous revue.

4.4. Composante 4 : Appui au développement at à la mise en œuvre du secteur

Le montant des décaissements s'élève à **FCFA 816 784 941** sur la période sous revue.

5. Emplois et Ressources au titre de crédit IDA

Le taux de décaissement CREDIT IDA du PASE est de **23,54%** soit un montant de **FCFA huit milliards quatre cent soixante-dix-sept millions six cent trente huit mille deux cent soixante seize 8 477 638 276** (y compris l'avance initiale pour un montant de FCFA 800 000 000).

Au 31/12/2019, les engagements non encore soldés s'élèvent à **FCFA 1 187 931** et se décomposent comme suit :

- Chèque N° 0282522 émis pour le compte du journal la « Fraternité »	332 400
- Chèque N° 0282524 émis pour le compte du « SAVEURS DU BENIN »	597 500
- Chèque N° 0282525 émis pour le compte de « CFAO MOTORS »	258 031
Total :	1 187 931

6. Bilan au 31 Décembre 2019

ACTIF DU BILAN

Réf.	ACTIF	Exercice 2019			Exercice 2018
		Brut	Amort. /Prov.	Net	Net
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
AF	BREVETS, LICENCES, LOGICIELS	0	0	0	0
	Total IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	0
AI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
AJ	Terrains	0	0	0	0
AK	BATIMENTS	0	0	0	0
AL	INSTALLATIONS ET AGENCEMENTS	0	0	0	0
AM	MATERIELS	6 446 933 968	0	6 446 933 968	0
AN	MATERIELS DE TRANSPORT	373 754 007	0	373 754 007	249 369 754
	Total IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 820 687 975	0	6 820 687 975	249 369 754
AP	AVANCES ET ACOMPTES VERSES				
API	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR IMMOB	0	0	0	0
	Total AVANCES ET ACOMPTES VERSES	0	0	0	0
AQ	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
AS	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	0
	Total IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	0
BG	CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES				
BH	FOURNISSEURS AVANCES VERSEES	0	0	0	0
BJ	AUTRES CREANCES	61 567 714	0	61 567 714	21 193 090
	Total CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES	61 567 714	0	61 567 714	21 193 090
BT	TRESORERIE ACTIF				
BS	BANQUES, CHEQUES POSTAUX ET CAISSE	738 432 286	0	738 432 286	795 586 050
	Total TRESORERIE ACTIF	738 432 286	0	738 432 286	795 586 050
	Total :	7 620 687 975	0	7 620 687 975	1 066 148 894
				Edité le :	31/03/2020

PASSIF DU BILAN

BILAN PASSIF		Exercice 2019	Exercice 2018
Réf.	Passif		
	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		
CII	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	0	0
	Total RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	0	0
	AUTRES CAPITAUX PROPRES		
CL	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	6 820 687 975	249 369 754,00
CLI	DOTATION INITIALE	800 000 000	800 000 000,00
	Total AUTRES CAPITAUX PROPRES	7 620 687 975	1 049 369 754,00
	PASSIF CIRCULANT		
DJ	FOURNISSEURS D'EXPLOITATION	0	0
DK	DETTES FISCALES	0	8 587 250
DL	DETTES SOCIALES	0	8 191 890
	Total PASSIF CIRCULANT	0	16 779 140
	Total :	7 620 687 975	1 066 148 894

Editéle :31/03/2020

7. Commentaires sur les comptes de bilan au 31 Décembre 2019

Les notes ci-après font partie intégrante des états financiers au 31 décembre 2019.

A- Notes sur le Bilan au 31 décembre 2019

Le Bilan du Projet au 31 décembre 2019 comporte l'Actif et le Passif.

A-1- Actif

L'actif du bilan se décompose comme suit :

Tableau 1: Actif du bilan (en FCFA)

Libellé	Situation au 31/12/2019	Situation au 31/12/2018	Variation
Immobilisations corporelles	6 820 687 975	249 369 754	6 571 318 221
Créances & Emplois assimilés	61 567 714	21 193 090	40 374 624
Trésorerie-actif	738 432 286	795 586 050	-57 153 764
Total Actif	7 620 687 975	1 066 148 894	6 554 539 081

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises au cours de l'exercice 2019 concernent l'acquisition des soixante-quinze mille (75 000) compteurs électriques et leurs accessoires au profit de la SBEE, les mobiliers de bureau au profit de l'UCP et les frais de douane des véhicules acquis en 2018. Elles s'élèvent à 6 820 687 975 et se présentent comme suit :

Tableau 2 : Immobilisations corporelles (en FCFA)

Compte	Libellé	Situation au 31/12/2019
24111000	Matériel électrique	6 421 812 358
24440000	Mobilier de bureau	25 121 610
24510000	Matériel automobile	373 754 007
	Total immobilisations corporelles	6 820 687 975

b) Les créances et emplois assimilés

Les créances et emplois assimilés se présentent comme suit :

Tableau 3 : Les créances et emplois assimilés (en FCFA)

Compte	Libellé	Situation au 31/12/2019
45821100	IDA, DRF à recevoir	60 379 783
45821200	IDA, DRF à établir	1 187 931
	Total créances et emplois assimilés	61 567 714

- **IDA, DRF à recevoir**

Il s'agit de la demande en attente de paiement au 31 décembre 2019 au niveau du bailleur de fonds pour un montant de 60 379 783 F CFA.

- **IDA, DRF à établir**

Il s'agit de quelques dépenses effectuées au cours du mois de décembre 2019 pour un montant de 1 187 931 F CFA et dont les bénéficiaires ne se sont pas rapprochés de leur banque pour le retrait au 31/12/2019.

c) Trésorerie actif

Le solde de ce poste correspond à la trésorerie disponible à la clôture et se détaille comme ci-après :

Tableau 4 : Solde des comptes de trésorerie (en FCFA)

Compte	Libellé	Situation au 31/12/2019
52111000	Compte désigné BCEAO	278 247 088
52111100	Compte d'opérations BOA IDA	460 185 198
	Total trésorerie-actif	738 432 286

A- 2- Passif

Le passif du bilan se décompose comme suit :

Tableau 5 : Passif du bilan (en FCFA)

Libellé	Situation au 31/12/2019	Situation au 31/12/2018	Variation
Subventions d'investissement	6 820 687 975	249 369 754	6 571 318 221
Dotation initiale	800 000 000	800 000 000	0
Passif circulant	0	16 779 140	-16 779 140
Total Passif	7 620 687 975	1 066 148 894	6 554 539 081

a) Subventions d'investissement

Tableau 6 : Subventions IDA (en FCFA)

Libellé	Situation au 31/12/2019
IDA, subventions d'investissement reçues	6 820 687 975
Total subventions d'investissement	6 820 687 975

Les subventions d'investissement pour un montant de 6 820 687 975 FCFA correspondent au total des immobilisations corporelles acquises par le projet.

Le montant de la dotation initiale correspond à l'avance initiale reçue du bailleur pour un montant franc CFA de 800 000 000.

Nos travaux ont porté sur :

- Vérification de l'imputation comptable ;
- Contrôle des analyses de compte ;
- Vérification des pièces justificatives ;
- Contrôle des visas et signatures ;
- Contrôle arithmétique.

Nos contrôles n'ont pas relevé d'insuffisances majeures.

ANNEXES :

- Lettre d'affirmation
- Relevés des comptes bancaires au 31/12/2019
- Termes de références de la mission d'audit
- La liste de présence de restitution
- Liste des immobilisations



RÉPUBLIQUE DU BÉNIN
Ministère de l'Énergie
Direction Générale des Ressources Énergétiques



Cotonou, le 3 0 MAR 2020

Le Coordonnateur par intérim

N/Réf. : 2020/109/ME/DGRE/PASE/RAF/SA

A

Monsieur l'Associé-Gérant du Cabinet
SYNEX Consulting SARL
02 BP 8063 Cotonou
Tél : 21 30 45 44
Cotonou

Objet : Lettre d'affirmation des comptes, exercice 2019.

LETTRE D'AFFIRMATION

Nous soussigné **Babatoundé Ganiou SIKIROU**, Coordonnateur par intérim du Projet d'Amélioration des Services Énergétiques (PASE), dans le cadre de l'audit financier et comptable du PASE exécuté dans le cadre du Crédit IDA N°6105-BJ, financé par la Banque mondiale.

Par la présente, donnons attestation au Cabinet SYNEX Consulting SARL, auditeur des comptes du projet, que nous :

- reconnaissons être responsable de l'établissement des comptes et états financiers corrects, complets, sincères, présentant des faits réels, conformément aux objectifs du Projet et aux documents de base (description des programmes, contrats, accords de dons, budgets, etc.) et à la législation nationale ;
- affirmons avoir mis à la disposition de l'auditeur tous les comptes, pièces justificatives et autres documents, les procès-verbaux, les aides-mémoires, les e-mails et les informations pertinentes nécessaires pour le contrôle ;
- affirmons avoir mis à la disposition de l'auditeur, l'intégralité des informations concernant les financements reçus ou à recevoir, concernant la période contrôlée, pour le Projet PASE ;
- restons disponible à fournir toutes les informations et explications qui pourraient être demandées par l'auditeur dans le cadre de son mandat, soit oralement, soit par confirmation écrite.



Babatoundé Ganiou SIKIROU

Babatoundé Ganiou SIKIROU

Akpakpa Zone Industrielle
Tél. : (00229) 21 37 73 85 Fax. : (00229) 21 37 73 83
Email : daem_pase@yahoo.com

RELEVÉ DE COMPTE

Période de: 17-DEC-2019 Au: 17-DEC-2019

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-dessous le détail des écritures portées à votre compte au cours de la période sus mentionnée :

CAA-PROJ. AMELIORAT. SERVICES ENERGETIQUES-CREDIT AID N° 6105 BJ					
COMPTE NUMERO: B00 2612200 B00060408			DEVISE: FCFA		
D. écriture	Référence	Libellé écriture	Débit	Crédit	D. valeur
		SOLDE ANTERIEUR		146 591 451	
17-12-19	2019-1760398-1	EXECUTION MAD RECUE TR2002019D4201 SIEGE/COTONOU		131 655 637	16-12-2019
TOTAL DES MOUVEMENTS			0	131 655 637	
NOUVEAU SOLDE				278 247 088	

CLAB

B.

Recette des Finances de la Dette

DATE 20/12/19
ARRIV. N° 2659



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

NATURE : cc associations cng et cc g etat.

Compte 09825820007 en CFA UEMOA (XOF)

Releve No 0 (page 1) au 31.12.2019

COMPTE DE TRANSACTION PASE

DIR GEN DE L'ENERGIE

MINISTRE DE L'ENERGIE

COTONOU
BENIN

Date	Libellé	Référence	Valeur	Débit	Crédit
	Ancien solde au 30.11.2019				521,752,912.00
03.12	CHQ/C NO 0282510	IL06537	02.12.19	190,484.00	
04.12	EMISSION CHEQUE REFERENCE 0269385 EN FAVEUR DE BENIN TELECOM SA (P/C COMPTE DE TRANSACTION PASE)	IL17590	03.12.19	80,300.00	
04.12	PAIEMENT CHQ 0246448 PAR CAISSE IDJIGBEROU EUDES	IL15051	03.12.19	360,000.00	
04.12	VIRT FAV AGIPS SECURITY BENIN	IL17871	03.12.19	831,600.00	
04.12	VIRT FAV CLAUDE M R BUISSON	IL16738	03.12.19	2,259,303.00	
09.12	PAIEMENT CHQ 0246449 PAR CAISSE DOGO ERNEST A. / MIDETE RODRIGUE PACOME	IL62479	06.12.19	27,435.00	
09.12	Cheque: 0282517 /A	IL68507	06.12.19	44,400.00	
12.12	EMISSION CHEQUE REFERENCE 0269387 EN FAVEUR DE AIR COTE D'IVOIRE (P/C COMPTE DE TRANSACTION PASE)	IM64921	11.12.19	802,000.00	
12.12	VERSEMENT ESPECES DOGO ERNEST /RELIQUAT FRAIS COMMUNICATION EAT	IM63809	12.12.19		80,000.00
13.12	PAIEMENT CHQ 0246453 PAR CAISSE MIDETE RODRIGUE PACOME-DOGO ERNEST A A 13H48	IN17000	12.12.19	23,500.00	
13.12	PAIEMENT CHQ 0246451 PAR CAISSE DA SILVA LEONID	IN20399	12.12.19	46,800.00	
13.12	PAIEMENT CHQ 0246452 PAR CAISSE AGBON APOLLINAIRE CYRIAQUE	IN17016	12.12.19	945,000.00	
16.12	Cheque: 0282520 /A	IN45089	13.12.19	219,600.00	
16.12	Cheque: 0282519 /A	IN45089	13.12.19	244,300.00	
17.12	CHQ/C NO 0282518	IN82429	16.12.19	248,160.00	
17.12	VERSEMENT ESPECES DOGO ERNEST A. /	IN81247	17.12.19		802,000.00
	Report			6,322,882.00	862,000.00

sauf erreur ou omission.



BANK OF AFRICA

Groupe BUCE BANK

NATURE : cc associations cog et org etat.

Compte 09825820007 en CFA UEMOA (XOF)

Releve No 0 (page 2) au 31.12.2019

COMPTE DE TRANSACTION PASE

DIR GEN DE L'ENERGIE

MINISTE DE L'ENERGIE

COTONOU
BENIN

Date	Libellé	Référence	Valeur	Débit	Crédit
	Report			6,322,882.00	862,000.00
19.12	CHEQUE NO 0282521 FAVEUR SARICH MEDIA SARL	IO16708	18.12.19	578,380.00	
19.12	VOC18597/19 VIRT FAV AKPASSONOU PASCAL	IO05898	18.12.19	957,385.00	
19.12	Virements multiples 09825820007	IO19996	18.12.19	2,138,490.00	
19.12	Virements multiples 09825820007	IO20136	18.12.19	2,443,015.00	
19.12	Virements multiples 09825820007	IO19649	18.12.19	3,876,875.00	
19.12	EMISSION CHEQUE REFERENCE 0269396 EN FAVEUR DE DGI (P/C COMPTE DE TRANSACTIONS PASE)	IO20353	18.12.19	4,514,098.00	
19.12	Virements multiples 09825820007	IO19823	18.12.19	7,426,938.00	
19.12	EMISSION CHEQUE REFERENCE 0269395 EN FAVEUR DE CNSS (P/C COMPTE DE TRANSACTIONS PASE)	IO20425	18.12.19	12,184,069.00	
20.12	COMMISSION COMMISSION AUTRE BANQUE/ IO20136	IO20182	18.12.19	5,500.00	
20.12	COMMISSION COMMISSION AUTRE BANQUE/ IO19996	IO20220	18.12.19	5,500.00	
26.12	EMISSION CHEQUE REFERENCE 0269402 EN FAVEUR DE DGI (P/C COMPTE DE TRANSACTION PASE)	IQ69563	24.12.19	795,189.00	
26.12	EMISSION CHEQUE REFERENCE 0269403 EN FAVEUR DE PETROLEUM SA (P/C COMPTE DE TRANSACTION PASE)	IQ69614	24.12.19	1,883,466.00	
26.12	EMISSION CHEQUE REFERENCE 0269404 EN FAVEUR DE BENIN PETRO SA (COMPTE DE TRANSACTION PASE)	IQ71774	24.12.19	7,518,061.00	
	Report			50,649,848.00	862,000.00

sauf erreur ou omission.



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

NATURE : cc associations ong et org etat.

Compte 09825820007 en CFA UEMOA (XOF)
Releve No 0 (page 3) au 31.12.2019

COMPTE DE TRANSACTION PASE
DIR GEN DE L'ENERGIE
MINISTE DE L'ENERGIE
COTONOU
BENIN

Date	Libellé	Référence	Valeur	Débit	Crédit
	Report			50,649,848.00	861,000.00
26.12	VOC19007/19 VIRT FAV MEV. VALERY PIERRE T	IQ66895	24.12.19	9,735,413.07	
27.12	PAIEMENT CHQ 0246454 PAR CAISSE MIDETE RODRIGUE PACOME/DOGO ERNEST	IQ77155	26.12.19	410,000.00	
30.12	PAIEMENT CHQ 0246450 PAR CAISSE BIO YACOUBOU	IR14621	27.12.19	193,068.00	
31.12	CHQ/C NO 0282523	IS09920	30.12.19	253,454.00	
	Total des mouvements			61,241,783.00	862,000.00
	Nouveau solde au 31.12.2019				461,373,129.00

Sauf erreur ou omission.

IV. Annexes

ANNEXE A – TERMES DE REFERENCE

La République du Bénin a bénéficié d'un financement d'un montant de Cinquante Quatre Millions Neuf Cent Mille (54 900 000) Euros de la Banque Mondiale pour financer le coût du Projet de d'Amélioration des Services Energétiques (PASE), et mis en vigueur le 12 février 2018. Le Projet se propose d'améliorer la fiabilité et l'accès aux services d'énergie moderne au Bénin. La mise en œuvre du projet s'effectue à travers quatre composantes :

- **Composante 1 :** Amélioration des performances opérationnelles de la SBEE

Cette composante aidera la SBEE à réduire les pertes commerciales et adopter une perspective orientée client. La composante financera l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan d'Amélioration de la Gestion (PAG), qui guidera la préparation d'un plan d'affaire nécessaire à l'élaboration d'un Contrat de gestion de la SBEE appuyé par le MCA Bénin II.

- **Composante 2 :** Renforcement et l'extension du réseau de distribution dans les zones cibles. Cette Composante vise à réduire les pertes techniques de la SBEE tout en tirant parti d'opportunités « à portée de main » pour améliorer la fiabilité du service d'électricité et fournir un nouvel accès aux poches noires des zones périurbaines.

- **Composante 3 :** Gestion communautaire des combustibles ligneux.

Cette composante contribuera à réduire la pression grandissante sur les forêts du nord du Bénin en mettant au point et en étendant aux nouvelles régions les pratiques de gestion forestière communautaire réussies, sensibles au genre et financées dans le cadre des projets PFSE et DAEM.

- **Composante 4 :** Appui au développement et à la mise en œuvre du secteur

La composante contribuera à une meilleure planification du déploiement de l'accès à l'électricité dans le pays, appuiera le développement de principales institutions du sous-secteur de l'électricité et garantira la mise en œuvre effective du projet.

Une Unité de Coordination du Projet (UCP) est mise en place au sein de la Direction Générale des ressources Energétiques. Elle comprend, outre le Coordonnateur, un Spécialiste en Gestion Financière, deux Spécialistes en passation de marchés et d'autres responsables de composantes. Elle assure seule la coordination globale de la gestion financière, de la passation de marchés du projet et gère les ressources du compte désigné IDA.

L'objectif de la présente consultation est de recruter un cabinet légalement reconnu et spécialisé pour l'Audit comptable et financier exercices 2018 à 2020 du Projet.

Le recrutement de l'auditeur sera assuré par la Chambre des comptes de la Cour suprême avec l'assistance technique des membres de l'Unité de Coordination du Projet.

La Direction Générale des Ressources Energétiques (DGRE) est la structure qui abrite le projet. La Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE) fait partie intégrante du projet. Cette dernière est autonome mais toutes les dépenses et les comptabilités du projet sont centralisées à la coordination qui est en même temps l'organe de gestion de la composante « Appui au développement et à la mise en œuvre du secteur ». L'audit ne concerne donc pas les états financiers propres à la SBEE. Le cabinet devra travailler en étroite collaboration avec la DGRE et la SBEE pour se forger un aperçu de la gestion de

L'auditeur devra également effectuer au cours de la mission une visite de terrain au niveau des Directions des Services Intercommunales (DSI) impliquées dans la mise en œuvre de la composante « Gestion communautaire des combustibles ligneux » pour se forger également une idée de la gestion des ressources mises à la disposition des DSI.

II. OBJECTIF DE LA MISSION

L'objectif de l'audit financier et comptable est de permettre d'exprimer une opinion professionnelle sur la situation financière du Projet à la fin de chaque exercice fiscal et s'assurer que les ressources mises à la disposition de l'Unité de Coordination du Projet dans le cadre de la mise en œuvre de ce Projet sont utilisées aux fins pour lesquelles elles ont été octroyées en vue de l'atteinte de l'objectif de développement du projet.

III. PREPARATION DES ETATS FINANCIERS ANNUELS

La responsabilité de la préparation des états financiers incluant les notes annexes relève de la coordination du projet en conformité avec les principes du Système Comptable en vigueur dans l'espace OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires). Les principes comptables de l'OHADA à appliquer devront être adaptés aux particularités des projets de développement qui n'ont pas vocation à dégager des résultats d'exploitation. Il s'agit donc d'un référentiel comptable particulier.

L'auditeur est responsable de la formulation d'une opinion sur les états financiers consolidés fondée sur les normes d'audit internationales ISA (International Standards on Auditing) édictées par la Fédération Internationale des Experts-Comptables, IFAC (International Federation of Accountants). En application de ces normes d'audit, l'auditeur demandera à la coordination du projet, une lettre d'affirmation engageant la responsabilité des dirigeants dans l'établissement des états financiers et le maintien d'un système de contrôle adéquat.

IV. MANDAT DE L'AUDITEUR

1. *Etendue de l'audit*

Comme indiqué ci-dessus, l'audit du PASE sera réalisé en conformité aux normes internationales d'audit (ISA) édictées par l'IFAC et inclura les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que l'auditeur jugera nécessaires au regard des circonstances. L'auditeur s'assurera que :

- a) Toutes les ressources de la Banque ont été employées conformément aux dispositions de l'accord de financement applicable, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été fournies.
- b) Les fonds de contrepartie nationale (budget de l'Etat) ont été obtenus et employés, dans un souci d'économie et d'efficacité, et uniquement aux fins pour lesquelles ils ont été fournis.
- c) Les subventions relatives aux activités génératrices de revenus ont été mises en œuvre conformément aux procédures convenues.
- d) Les dépenses de biens et services financés ont fait l'objet de marchés passés conformément aux dispositions de l'accord de financement applicable toutes sur les conditions de l'Accord de financement, de la Banque mondiale et de ce projet.

- e) Tous les dossiers, comptes et écritures nécessaires ont été tenus au titre des différentes opérations relatives au Projet (y compris les dépenses couvertes par des relevés de dépenses ou des rapports de suivi financier).
- f) Le Compte Désigné est géré conformément aux dispositions des accords de financement.
- g) Les comptes du Projet ont été préparés sur la base de l'application systématique des normes du Système Comptable OHADA révisé adaptées aux particularités des projets de développement et donnent une image fidèle de la situation financière du Projet à la fin de chaque exercice ainsi que des ressources reçues et des dépenses effectuées au cours de l'exercice clos à cette date.
- h) La performance financière globale du Projet est satisfaisante :
- i) Les actifs immobilisés du Projet sont réels et correctement évalués et le droit de propriété du Projet ou des bénéficiaires sur ces actifs est établi en conformité avec l'accord de financement.
- j) Les dépenses inéligibles dans les demandes de remboursement de fonds identifiées lors de l'audit ont été remboursées aux Comptes Désignés. Ces dépenses feront l'objet d'une note séparée dans le rapport d'audit.

En conformité avec les normes de l'IFAC, l'auditeur devra accorder une attention particulière aux points suivants:

- a) **Fraude et Corruption** : Conformément à la norme ISA 240 (Prise en compte du risque de fraude et d'erreur lors de l'audit des comptes), l'auditeur devra identifier et évaluer les risques de fraude, obtenir ou fournir des preuves d'audit suffisantes d'analyse de ces risques et traiter de manière appropriée les fraudes identifiées ou suspectées.
- b) **Gouvernance** : La communication avec les responsables du Projet en charge de la Gouvernance des points d'audit significatifs en conformité avec la norme ISA 260 (Communication sur la mission avec les personnes en charge de la Gouvernance).
- c) **Risques** : Dans l'objectif de réduire les risques d'audit à un niveau relativement faible, l'auditeur mettra en œuvre les procédures d'audit appropriées en réponse aux risques d'anomalies identifiés à l'issue de son évaluation. Cela en conformité avec la norme ISA 330 (Procédures d'audit mises en œuvre par l'auditeur à l'issue de son évaluation des risques).
- d) La conduite de la mission et la formulation de l'opinion unique sur les comptes conformément à la norme ISA 800 (Audits d'états financiers établis conformément à un référentiel comptable particulier).

2. Etats financiers du projet

situation financière du Projet à la date de clôture ainsi que les ressources et les dépenses à cette date.

Les états financiers du Projet devraient comprendre :

- a) Un état des ressources (fonds reçus de l'IDA et fonds de contrepartie, etc.) et des emplois (dépenses engagées au cours de l'exercice considéré par source de financement, composantes, grandes rubriques et catégories) ;
- b) Un état des transactions du Compte Désigné ;
- c) Une situation patrimoniale indiquant les fonds cumulés du projet, les soldes bancaires, les autres actifs et passifs du projet et les engagements, le cas échéant ;
- d) Les notes sur les états financiers décrivant les principes comptables utilisés et présentant une analyse détaillée et expliquée des principaux comptes ;
- e) La liste des actifs immobilisés acquis ou achetés par les fonds du Projet.

L'auditeur devra présenter en annexe aux états financiers, une réconciliation des fonds reçus par le Projet en provenance de la Banque Mondiale d'une part, et les fonds décaissés par la Banque mondiale d'autre part.

3. *Etats Certifiés de Dépenses (ECDs)*

En plus de l'audit des états financiers, l'auditeur devra vérifier les états certifiés de dépenses ou les rapports de suivi financiers utilisés comme base de demande de remboursement de fonds à la Banque Mondiale. L'auditeur effectuera les tests, procédures d'audits et vérifications considérés nécessaires au regard des circonstances.

4. *Compte Désigné*

Dans le cadre de l'audit des états financiers du Projet, l'auditeur devra analyser les transactions du Compte Désigné qui incluent normalement :

- Les avances reçues de la Banque mondiale ;
- Les reconstitutions du Compte Désigné soutenues par les demandes de remboursement de fonds ;
- Les intérêts éventuellement générés sur le compte qui appartiennent au Projet ;
- Les retraits relatifs aux dépenses du Projet.

L'auditeur accordera une attention particulière à la conformité des soldes du Compte Désigné à la clôture de l'exercice fiscal avec les procédures de la Banque mondiale.

L'auditeur examinera l'éligibilité des transactions financières couvrant la période sous revue et les soldes des fonds à la clôture de l'exercice fiscal en conformité avec les dispositions de l'accord de financement et de la lettre de décaissement. Il examinera l'adéquation du système de contrôle interne au fonction du mécanisme de décaissement. Il convient de noter que les conditions de gestion du Compte Désigné sont décrites dans les sections 4. A et 4.B de l'accord de financement et dans la lettre de décaissement du 14 juillet 2017 relative au PASI.

- Des transactions financières durant la période sous revue ;
- Des soldes des comptes à la clôture de l'exercice sous revue ;
- De l'utilisation du Compte Désigné en accord avec les accords de financement ;
- De l'adéquation du contrôle interne avec le mécanisme de décaissement.

V. PRESENTATION DES RAPPORTS

Présentation des rapports sur l'audit des comptes du PASE

RAPPORT D'AUDIT

L'auditeur émettra une opinion sur les états financiers des deux projets. Le rapport annuel d'audit des comptes des projets inclura un paragraphe séparé mettant en exergue les principales faiblesses de contrôle interne et les cas de non-conformité avec les termes des accords de financement.

7. LETTRE DE CONTROLE INTERNE

En plus du rapport d'audit sur les états financiers des projets FSB et EJV, l'auditeur préparera une lettre de contrôle interne qui inclura:

- ◆ Des commentaires et observations sur les enregistrements comptables, les systèmes et contrôles examinés durant l'audit ;
- ◆ Les insuffisances dans le système de contrôle interne et les recommandations pour l'amélioration de ce système (des diligences particulières devront être mises en œuvre sur un échantillon raisonnable des sous-projets relatifs aux activités génératrices de revenus).
- ◆ Le degré de conformité avec chaque engagement financier contenu dans l'accord de financement et les commentaires si nécessaire sur les problèmes externes et internes affectant cette conformité ;
- ◆ Les problèmes de communication identifiés durant l'audit susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'exécution du Projet ;
- ◆ Les commentaires sur la résolution des anomalies et réserves ;
- ◆ Les commentaires sur les recommandations non exécutées des rapports d'audit précédents ;
- ◆ Les commentaires sur toute autre anomalie que l'auditeur jugera pertinent incluant les dépenses inéligibles.

Idealement, la lettre de contrôle interne devra inclure les réponses des entités d'exécution sur les insuffisances relevées par l'auditeur.

Les états financiers incluant le rapport d'audit, la lettre de contrôle interne et la réponse de la coordination du projet devront être finalisés et déposés par le consultant à la Chambre des comptes de la Cour suprême au plus tard trois (03) mois après la fin de l'exercice concerné.

La Chambre des comptes les transmettra à la Banque mondiale au plus tard deux (02) mois après la réception, soit cinq mois (05) après la clôture de l'exercice concerné.

L'auditeur devra fournir cinq (05) exemplaires de chaque rapport à la Chambre des comptes de la Cour suprême. Les rapports doivent être soumis avec soin et précision.

VI. DUREE DE LA MISSION

La mission est prévue pour une durée globale de 180 HJ soit 60HJ par exercice.

VII. PROFIL DE L'AUDITEUR

Le Consultant doit être un Cabinet d'Audit et d'Expertise Comptable indépendant, faisant profession habituelle de réviser les comptes, régulièrement inscrit au Tableau d'un Ordre des Experts Comptables reconnu au plan international par l'IFAC ou la FIDEF. Il doit justifier de cinq (5) ans d'exercice au moins et disposer d'expérience pertinente dans la réalisation de missions d'audit de comptes de projets financés par les Partenaires au développement.

Le personnel clé de la mission devra comporter :

- Un Expert Comptable Diplômé, chef de mission ayant au moins dix (10) ans d'expériences professionnelles, et avoir à son actif au moins cinq (05) missions d'audit de projets financés sur ressources extérieures au cours des cinq (05) dernières années :
- Deux (02) Réviseurs comptables confirmés de niveau universitaire minimum BAC+4 ou équivalent (DESCF, DECS, DEFC, MSTCF, INE2 etc.) et ayant au moins trois années d'expériences professionnelles et ayant participé à au moins cinq (05) missions d'audit financier des comptes au cours des cinq (05) dernières années.
- La réalisation de mission d'audit de projet sur financement de la Banque Mondiale serait un atout.

L'équipe du Consultant sera appuyée par un cadre de la Chambre des comptes pour faciliter l'approbation des rapports par la juridiction et les échanges avec le cabinet.

VIII. INFORMATIONS DISPONIBLES

L'auditeur aura accès à toute la documentation légale, aux correspondances et à toute autre information relative au Projet et qu'il aura jugé nécessaire.

L'auditeur obtiendra une confirmation des montants décaissés et le solde du Compte Désigné auprès de la Banque. Les informations disponibles devraient inclure les copies du document d'évaluation du Projet, de l'accord de financement, du rapport d'évaluation de la gestion financière, des rapports de l'auditeur interne du projet et des rapports de supervision. Les copies des documents obtenus par l'auditeur sont aussi transmises à la Chambre des comptes.

Il est extrêmement souhaitable que l'auditeur ait pris connaissance des directives sur l'établissement des rapports financiers (30 juin 2003) et la révision des comptes des projets financés par l'IDA qui récapitulent les exigences en matière de préparation de rapports financiers et d'audit. L'auditeur consultera également le Règlement de la passation de marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale. L'auditeur devra aussi prendre connaissance du Manuel des décaissements de la Banque mondiale (mai 2006).

SYNEX CONSULTING SARL

Bureau d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

Immatriculé sous le n°061 SE à l'OECCA-Bénin

Audits légal & contractuel

Conseils

Etudes & Evaluations

Ingénierie financière

Formations & Recrutements

LISTE DE PRESENCE DE LA SEANCE DE RESTITUTION

Audit des comptes du Projet d'Amélioration des Services Energétiques(PASE)

NOMS ET PRENOMS	STRUCTURE	TITRE	CONTACTS ET EMAILS	EMARGEMENT
ASSOU-YOVO Thierry	Synex Consulting	Associé gérant	66 266 775 classy@synex.fr	
AKPLOME Emmanuel	Synex Consulting	Associé exécutif	95 43 87 85 emmanuelakpome@synex.fr	
ANIMAKA D. Olivier	Synex Consulting	Chef de mission	97 12 58 4 8 animaka.donane@synex.fr	
SIKOROU Ibrahim	SI			
SIKOROU Ibrahim	PASE	Coordinateur pi	97 68 84 90 sikorou@yahoo.fr	
AGOSSON Eric	ce/es	Conseiller Supérieur	erickinthon@yahoo.fr	
BATONON Rose	PASE	Responsable Adm. et Finances	rose_batonon@yahoo.fr	
DETE Rodrigue P.	PASE	Comptable	romuldet@yahoo.fr	
NIERO Valéry	PASE	SPOT	niervoalery@yahoo.fr	